

Pour Emily Buchanan, correspondante de la BBC, l'interview que le Premier ministre britannique David Cameron a donnée à la BBC le 21 juillet, "*montre à quel point [il] est revenu sur ses appels obstinés à l'action*". A cette occasion, le Premier ministre a en effet déclaré qu'il n'était plus favorable à un armement des rebelles qui se battent contre le régime du président syrien Bachar El-Assad.



Alors que David Cameron avait dans un premier temps appelé le président américain Barack Obama à faire de la guerre civile en Syrie une priorité, puis demandé à l'UE européenne de revenir sur l'embargo sur les armes destinées aux rebelles syriens, son enthousiasme quant à une éventuelle intervention a diminué au fur et à mesure que les preuves sur le rôle d'extrémistes au sein des forces rebelles abondaient, explique la journaliste.

Il est peu probable désormais que l'armement des rebelles soit adopté par le Parlement, dans la mesure où des dizaines de députés y sont opposés. Même si le Premier ministre souhaite toujours venir en aide aux forces modérées, on ne sait pas encore clairement comment atteindre cet objectif. Il a qualifié le conflit d'impasse. La Russie soutenant toujours le président Assad, il semble que la politique occidentale en Syrie le soit aussi.

En Allemagne la Frankfurter Allgemeine Zeitung déplore "*un volte face à couper le souffle*". Depuis des mois, rappelle le quotidien, le Premier ministre britannique "*a joué sur tous les registres de l'art diplomatique*" pour lever l'embargo européen sur la livraison d'armes aux rebelles syriens. "*On pourrait interpréter cette affaire comme un manque de réflexion de la part de Cameron*", mais en réalité, cela ne fait que révéler qui en Europe bloque véritablement le consensus politique de l'Union, estime la FAZ :

Sans hésitations, le gouvernement britannique a détruit le consensus européen sur la politique syrienne, lorsque celui-ci ne l'arrangeait plus. Depuis des années, deux coupables sont désignés lorsqu'on s'interroge pour savoir pourquoi la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE ne fonctionne pas : Catherine Ashton et l'Allemagne [...] Mais c'est aussi l'exigence des deux autres grands pays européens qui contribue à la misère diplomatique de Bruxelles. Le Royaume Uni et la France se plaisent à exiger une puissante voix collective de l'Europe, mais pour eux, cela veut dire que les autres 26 membres de l'UE doivent suivre leurs intérêts.

Source : PRESSEUROP.EU